

Le mouvement local vient de paraître avec, comme chaque année, son lot de satisfaction et de déception.

Bien qu'il n'y ait plus de CAP de mutation, **Solidaires Finances Publiques 85** persiste à refaire le mouvement local, en épiluchant chaque affectation, afin de s'assurer que vos droits liés aux règles de mutation n'aient pas été lésés et à faire valoir certaines spécificités sur votre demande.

La nouveauté de cette année est l'**ampleur des postes vacants** dans de nombreux services à l'issue du mouvement.

Conséquence directe du mouvement national :

- Au national, il manque 46 postes de A, 148 postes de B et 508 postes de C non pourvus,
- En Vendée, il s'agit de +1 poste réel de A (-3,2 en effectif pondéré), -15 postes réels de B (-25,1 en effectif pondéré) et -18 postes réel de C (-28 en effectif pondéré)

Cette situation nous fait redouter une vague de recrutement de contractuels. En effet, le principe d'égal accès aux emplois publics impose à la DGFIP de démontrer le caractère infructueux de recrutement d'un fonctionnaire avant tout recours aux contractuels. Ainsi, il faut que la direction supporte des vacances d'emplois ET qu'aucun titulaire DGFIP ne soit en attente pour rejoindre la direction concernée à l'issue du mouvement général de mutation et du mouvement local 2022.

Ainsi notre direction est en situation de pouvoir recruter des contractuels dans le cadre de la campagne qui s'annonce à compter de septembre 2022 ;

A priori, le 85 serait autorisé à recruter 6 agents C.

Ce recrutement ne comblera pas le déficit au mouvement, sans compter le nombre de postes déjà supprimés en Vendée depuis plus de 10 ans.

C'est ainsi que de nombreux services se trouvent en situation inquiétante et voient leur difficulté pour faire face à leurs missions s'accroître.

Cette situation de postes non pourvus se retrouve au national et faite suite à la suppression de plus de 24 000 emplois en dix ans. Les discours de satisfaction et de communication de notre Directeur Général sur « l'effort de recrutement sans précédent » sont ainsi indécents et un signe de mépris de ce qui est et sera le **vécu des agents et des services** : des tensions extrêmes et expansives à venir pour exercer les missions confiées, du mal être au travail, un sentiment de ne pas pouvoir faire correctement son travail, des usagers qui ne seront pas accompagnés dignement...

Face à cette urgence, **Solidaires Finances Publiques** continuera de porter dans le débat public **l'importance de recruter, conserver et former des personnels techniciens seuls garants d'un accueil de proximité, pour toutes et tous.**

Face aux bouleversements induits par la loi de transformation de la Fonction Publique, **Solidaires Finances Publiques continue de revendiquer le recrutement par concours.** Nous nous opposerons à la précarisation des emplois induite par une contractualisation de masse.